

LE JOUR, 1954
21 Juillet 1954

DE L'UNIFICATION DES CONTRAIRES OU LE PARADOXE ARABE

Les journaux ont apporté que l'ancien régent d'Irak, durant son récent séjour à Beyrouth, a parlé de la nécessité « d'unifier la politique extérieure des Arabes ». Cela répondrait, a dit Son Altesse Royale, « au vœu unanime de nos peuples ». Mais si le vœu de nos peuples allait contre la nature des choses ?

Beaucoup de choses entre les Arabes peuvent être unifiées, singulièrement ce qui a trait à la langue et à la littérature ; et jusqu'à la cuisine (à défaut du vêtement) si l'on veut. Quant à la politique extérieure, c'est une autre histoire.

L'Irak peut trouver logique de s'allier au Pakistan et l'Égypte pas. La Jordanie et la Lybie peuvent trouver raisonnable de faire alimenter leur budget par le Royaume-Uni cependant que la Syrie est d'un autre avis. L'Égypte est encore en querelle avec les Anglais tandis que, sur un terrain équivalent, l'intimité de la Jordanie et de l'Angleterre est notoire.

S'il est facile de dire qu'il faut unifier la politique extérieure des Arabes, il est moins aisé de concevoir une telle unité.

C'est que le monde arabe est lui aussi un monde dispersé, un monde séparé par des espaces et par des déserts. L'enseignement arabe ne suffit pas pour couvrir tant de visages, tant d'intérêts divers. Comment l'Irak unifierait-il sa politique extérieure avec celle du roi Séoud tant qu'il ne rêve que d'annexer la Syrie entière ? Comment la Jordanie ferait-elle une politique extérieure indépendante dans les liens politiques et militaires où elle est ? On pourrait multiplier les exemples et faire un énoncé dramatique des difficultés et des obstacles ; et l'on pourrait expliquer pourquoi, en 1954, l'Égypte, la Syrie et le Liban sont des républiques, tandis que l'Irak et la Jordanie, l'Arabie Séoudite et le Yémen sont des monarchies les unes absolues, les autres à peine constitutionnelles.

Jusqu'où ira donc le préjugé et jusqu'où la confusion ? Additionnera-t-on indéfiniment des poires avec des dattes et le régime politique de l'Imam du Yémen avec celui de Gamal Abdul Nasser ?

En analysant même superficiellement la situation, on arrive à l'évidence d'une impossibilité. Le temps peut faire ce qu'aucune littérature ne fera maintenant ; alors, en même temps que l'unité des Arabes, se fera il faut le dire, l'unité du monde.

On va plus vite aujourd'hui à l'unité du monde qu'à l'unification de la politique extérieure des Arabes. A l'heure où nous sommes, les Arabes ne se montrent unis que sur des négations. A ce prix là on unifierait le Mexique et la Chine.

Des déclarations attribuées au prince Abdullah, nous retiendrons plus volontiers la fin : « Il nous faudra désormais être francs et réalistes » (ce qui implique que, jusqu'ici, les gouvernements arabes ne l'ont pas été). « Les dirigeants arabes ont le devoir d'affronter courageusement les difficultés actuelles et non de les contourner et de les ignorer. Il est également nécessaire de dire toute la vérité à l'opinion arabe afin qu'elle soit éclairée sur les décisions à prendre »

Si l'on disait « toute la vérité » à l'opinion arabe, elle apprendrait que l'unification de la politique extérieure des États arabes est une chimère et qu'elle le sera tant que la géographie et l'histoire contemporaine s'y opposeront.

Les pays du Proche-Orient et ceux du Moyen-Orient, les Méditerranéens et ceux du golfe Persique, les Hachémites, les Séoudiens et les Égyptiens, les Syriens et les Libanais enfin, ne peuvent pas avoir tous la même politique extérieure. Ils peuvent être, ou se mettre, d'accord sur des points nombreux mais non sur tout. Au fond des problèmes politiques qu'ils tiennent pour vitaux, il y a des matières irréductibles.

Si le prince Abdul Ilah est conséquent avec lui-même, il doit en toute loyauté en convenir, lui prince hachémite et ancien régent tout le premier.